

Dans le but de garantir l'équilibre financier de l'Organisme, le Roi est autorisé à inclure dans le coût des prestations une quote-part destinée à constituer des provisions pour pallier la faillite ou l'insolvabilité éventuelle de certains producteurs, et ce à concurrence d'un maximum de 5 % du coût des prestations.

11° Il est fait annuellement rapport aux Chambres législatives sur les activités et le financement de l'Organisme, ainsi que sur la manière dont la population est informée, à propos des domaines d'activité de l'Organisme.

12° La représentation des Régions dans les différents organes d'administration et de gestion de l'Organisme est réglée conformément à la disposition de l'article 92ter de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 11 janvier 1991.

## BAUDOIN

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires économiques et du Plan,  
W. CLAES

Le Secrétaire d'Etat à l'Energie,  
E. DEWORME

Scellé du sceau de l'Etat :  
Le Ministre de la Justice,  
M. WATHELET

Met het doel het financiële evenwicht van de Instelling te waarborgen kan de Koning in de kosten van de prestaties een aandeel insluiten om een provisie te vormen om het eventuele faillissement of onvermogen van bepaalde producenten te ondervangen, en dit tot een maximum van 5 % van de kosten van de prestaties.

11° Jaarlijks wordt er verslag uitgebracht bij de Wetgevende Kamers over de activiteiten en de financiering van de Instelling, evenals over de wijze waarop de bevolking over de activiteitsdomeinen van de Instelling voorgelicht wordt.

12° De vertegenwoordiging van de Gewesten in de verschillende bestuurs- en beheersorganen van de Instelling wordt geregeld overeenkomstig het bepaalde in artikel 92ter van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 11 januari 1991.

## BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Economische Zaken en het Plan,  
W. CLAES

De Staatssecretaris voor Energie,  
E. DEWORME

Met 's Lands zegel gezegeld :  
De Minister van Justitie,  
M. WATHELET

F. 91 — 378

Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 11 mars 1966 déterminant les mesures de sécurité à prendre lors de l'établissement et dans l'exploitation des installations de transport de gaz par canalisations

### RAPPORT AU ROI

#### 1. Introduction

D'études effectuées sur les réglementations étrangères, il ressort que les critères retenus pour déterminer les mesures de sécurité à prendre lors de l'établissement et dans l'exploitation des installations de transport de gaz par canalisations ont évolué dans le temps et que notamment les éléments de calcul des canalisations, dont ceux de l'épaisseur des tubes, ont dû être adaptés.

La conception actuellement appliquée en Europe tend vers une sécurité accrue à l'égard de l'environnement par un renforcement de la surveillance et des contrôles durant la construction et l'exploitation des canalisations et, notamment en RFA, par l'existence d'une « zone réservée » de part et d'autre de la canalisation dont la largeur est fonction du diamètre.

#### 2. Réglementation actuelle

La conception de la réglementation existante est basée sur le fait qu'un pipeline calculé, construit et exploité suivant les critères de la localisation la moins astreignante est intrinsèquement en sécurité pour la pression de service prévue.

A partir de cet élément, l'appréciation du calcul d'établissement et des critères d'exploitation d'une installation de transport de gaz a été basée sur l'importance de l'activité dans l'environnement de ladite installation, notamment la densité de la population, mais en n'assurant pas une prévention active dans le cadre de l'exploitation de l'installation.

La concrétisation de cette appréciation consiste à fixer des mesures statiques additionnelles à prendre. L'une de ces mesures est de diminuer le niveau de sollicitation de l'acier, intervenant dans la formule de calcul de l'épaisseur des tubes, en fonction de l'augmentation de la densité de population relevée.

N. 91 — 378

Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 11 maart 1966 betreffende de te nemen veiligheidsmaatregelen bij de oprichting en bij de exploitatie van installaties voor gasvervoer door middel van leidingen

### VERSLAG AAN DE KONING

#### 1. Inleiding

Uit het onderzoek van buitenlandse reglementeringen is gebleken dat de criteria die voor de bepaling van de te nemen veiligheidsmaatregelen bij de oprichting en bij de exploitatie van installaties voor gasvervoer door middel van leidingen aangenomen worden, in de loop der tijd geëvolueerd zijn en dat met name de berekeningsfactoren van de leidingen, waaronder deze van de dikte der buizen, moesten worden aangepast.

Bij het ontwerpen van een leiding wordt thans in Europa gestreefd naar een toename van de veiligheid ten overstaan van de omgeving door een versterking van het toezicht en de controles bij de aanleg en bij de exploitatie van de leidingen en wordt, met name in de Duitse Bondsrepubliek, aan weerskanten van de leiding in een voorbehouden zone voorzien, waarvan de breedte afhangt van de diameter van de leiding.

#### 2. Huidige reglementering

De conceptie van de bestaande reglementering is gebaseerd op het feit dat een pijpleiding die berekend, aangelegd en uitgebaat wordt volgens de criteria van de minst belastende plaatsing, intrinsiek veilig is voor de voorziene bedrijfsdruk.

Uitgaande van dit gegeven wordt de berekening van de aanleg en van de exploitatiecriteria van een gasvervoerinstallatie geëvolueerd op basis van het belang van de activiteiten die zich afspelen in de omgeving van de installatie, in het bijzonder de bevolkingsdichtheid; hierbij wordt echter niet in een actieve preventie voorzien in het raam van de exploitatie van de installatie.

De concretisering van deze beoordeling bestaat erin bijkomende statische te treffen maatregelen vast te leggen. Een ervan heeft tot doel het belastingsniveau van het staal te verlagen in de formule van de berekening van de dikte van de buizen, in functie van de toename van de gemeten bevolkingsdichtheid.

### 3. Nécessité de renforcement de la prévention

L'analyse objective des causes de dommages aux canalisations de transport de gaz, du simple aspect statistique, indique que ce sont les agressions extérieures provoquées par des tiers qui en sont la cause principale.

La réglementation existante organise un niveau de surveillance qui est devenu insuffisant pour répondre aux nécessités actuelles de l'exploitation.

Dans un environnement en pleine mouvance (plans de secteur, machines de terrassement plus puissantes, etc.) le recours le plus adéquat est, par conséquent un renforcement de la prévention.

### 4. Réglementation nouvelle proposée

L'arrêté royal du 21 septembre 1988 impose l'information et la concertation lors de l'exécution de travaux à proximité des canalisations et établit une « zone protégée » de 15 m de part et d'autre des canalisations de transport de gaz.

Dans le prolongement de l'arrêté royal précité, la réglementation nouvelle proposée est basée sur trois facteurs essentiels convergents dans le sens d'une prévention active et d'une meilleure sécurité, à savoir :

- l'existence, à l'intérieur de la zone protégée, d'une zone réservée de part et d'autre de la canalisation dans laquelle certaines activités, telles notamment les travaux de construction, sont prohibées, tout en respectant les droits des propriétaires tels que mentionnés à l'article 12 de la loi du 12 avril 1965 et sans préjudice de l'application des dispositions légales relatives à l'urbanisme;

- la fixation de nouvelles normes d'épaisseur des tubes, indépendantes de la densité de population, comportant une épaisseur nominale minimale calculée notamment en fonction du diamètre et du type d'acier et qui ne peut en aucun cas être inférieure à une épaisseur minimale absolue;

- la mise en place d'une prévention active par renforcement de la surveillance au cours de l'exploitation de l'installation en fonction de l'environnement.

### 5. Intégration dans le régime de la loi du 12 avril 1965

Depuis la promulgation de la loi du 12 avril 1965 et de ses arrêtés d'exécution en 1966, on a pu assister à une extension considérable de l'urbanisation dans des zones qui, à l'époque, étaient peu habitées, ainsi qu'à un développement toujours croissant des techniques de travaux.

Dans ce contexte, l'accent doit être mis sur la prévention active, laquelle a principalement pour objectif :

- d'éviter les agressions extérieures causées en majorité par des travaux effectués à proximité des canalisations au moyen d'engins mécaniques de plus en plus puissants;

- de veiller à ce que dans un environnement d'habitat croissant, il ne soit pas commis d'actes de nature à pouvoir nuire aux installations de transport de gaz ou à leur exploitation.

Comme indiqué ci-dessus, une première étape en ce sens a été réalisée par la promulgation de l'arrêté royal du 21 septembre 1988.

Dans cette perspective, les dispositions du présent arrêté ont pour but d'introduire un ensemble de facteurs de sécurité — au nombre de trois tels que décrits au point 4 — qui, par leur mise en œuvre convergente, permettra de réaliser une prévention active notamment par l'existence d'une zone réservée de part et d'autre de la canalisation dans laquelle certaines activités sont prohibées.

### 6. Existence d'une zone réservée

Au sujet de l'existence de la zone réservée, il convient de souligner qu'elle n'est en fait que le résultat de l'application conjointe des dispositions de l'article 11 de la loi du 12 avril 1965 qui interdit tous les actes de nature à nuire à la canalisation et celles de l'article 16, 8°, de la même loi qui confère au Roi le pouvoir de déterminer les prescriptions à observer par quiconque exécute, fait exécuter ou envisage d'exécuter des travaux à proximité des installations de transport par canalisations.

Il s'agit en l'occurrence pour le Roi d'énumérer une série d'actes de nature à nuire aux canalisations qui ne peuvent être accomplis à proximité de celles-ci et dont font incontestablement partie les travaux de construction.

### 3. Noodzaak van de versterking van het voorkomingsbeleid

Volgens de objectieve analyse van de oorzaken van schade aan gasvervoerleidingen, is, vanuit louter statistisch oogpunt, externe agressie die door derden wordt veroorzaakt, de voornaamste oorzaak van de schade.

De bestaande reglementering stelt een niveau van toezicht in dat niet meer beantwoordt aan de huidige exploitatiebehoefte.

In een omgeving in volle beweging (gewestplannen, krachtiger grondverzetmachines, enz.), is het meest gepaste middel bijgevolg een versterking van het voorkomingsbeleid.

### 4. Voorstel van nieuwe reglementering

Het koninklijk besluit van 21 september 1988 bepaalt dat inlichtingen moeten worden ingewonnen en overleg moet worden gepleegd bij de uitvoering van werken in de nabijheid van leidingen en stelt een « beschermde zone » van 15 m aan weerskanten van de gasvervoerleidingen in.

In het verlengde van voormeld koninklijk besluit bestaat de grondslag van het voorstel van nieuwe reglementering uit drie essentiële factoren die convergeren in actieve preventie en in betere veiligheid, te weten :

- het bestaan binnen de beschermde zone van een voorbehouden zone aan weerskanten van de leiding waarin bepaalde activiteiten, zoals inzonderheid bouwwerkzaamheden, verboden zijn, zonder dat aan de rechten van de eigenaars, zoals bepaald in artikel 12 van de wet van 12 april 1965, afbreuk wordt gedaan en onverminderd de toepassing van de wettelijke bepalingen inzake de stedenbouw;

- het bepalen van nieuwe normen inzake de wanddikte van de buizen, onafhankelijk van de bevolkingsdichtheid maar met een nominale minimumdikte die met name berekend is in functie van de diameter en van de staalsoorten en die in geen geval mag lager zijn dan een absolute minimumdikte;

- het realiseren van een actieve preventie door versterking van het toezicht tijdens de exploitatie van de installatie, in functie van de omgeving.

### 5. Opneming in het stelsel van de wet van 12 april 1965

Sedert de uitvaardiging van de wet van 12 april 1965 en van zijn uitvoeringsbesluiten in 1966 is de verstedelijking aanzienlijk toegenomen in de streken die vroeger weinig bewoond waren en hebben de technieken voor het uitvoeren van werken zich steeds verder ontwikkeld.

In deze context moet de nadruk gelegd worden op de actieve preventie die voornamelijk tot doel heeft :

- de externe agressie te vermijden die in hoofdzaak veroorzaakt wordt door werken die in de nabijheid van de leidingen met steeds krachtiger mechanische werktuigen uitgevoerd worden;

- erover te waken dat er in een omgeving van toenemende bewoning geen daden worden gesteld die van die aard zijn dat zij de gasvervoerinstallaties of hun exploitatie kunnen schaden.

Zoals hierboven is vermeld, werd een eerste stap in deze richting gezet door de uitvaardiging van het koninklijk besluit van 21 september 1988.

In dit perspectief hebben de bepalingen van onderhavig besluit tot doel een geheel van veiligheidsfactoren, te weten de drie die in punt 4 zijn beschreven, in te voeren; deze factoren zullen door hun convergerende toepassing het mogelijk maken een actief voorkomingsbeleid te voeren, met name door het bestaan van een voorbehouden zone aan weerszijden van de leiding, waarin bepaalde activiteiten verboden zijn.

### 6. Bestaan van een voorbehouden zone

In verband met het bestaan van de voorbehouden zone dient te worden onderstreept dat deze praktisch gezien neerkomt op het resultaat van de gezamenlijke toepassing van de bepalingen van artikel 11 van de wet van 12 april 1965 dat elke daad verbiedt die de leiding kan schaden, alsook van de bepalingen van artikel 16, 8°, van dezelfde wet dat aan de Koning de bevoegdheid verleent de voorschriften te bepalen die moeten worden in acht genomen door eenieder die, in de nabijheid van vervoerinstallaties door middel van leidingen, werken uitvoert, doet uitvoeren of beoogt uit te voeren.

In dit geval gaat het erom dat door de Koning een reeks daden worden opgesomd die de leidingen kunnen schaden en die in hun nabijheid niet mogen worden gesteld; hiertoe behoren onbetwistbaar de bouwwerkzaamheden.

Il faut cependant souligner que le propriétaire du fonds reste en droit d'invoquer l'article 12 de la loi et de demander en conséquence le déplacement de la canalisation s'il peut faire usage de son droit de construire.

Dès lors, les charges imposées aux propriétaires par l'arrêté royal ne modifient en rien la nature ni la portée de la servitude d'utilité publique organisée par l'article 11 de la loi.

### 7. Conclusion

L'évolution des techniques et l'évolution rapide de l'environnement rendent nécessaire la modification proposée de la réglementation existante.

## AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le Conseil d'Etat, section de législation, première chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires économiques et du Plan et par le Secrétaire d'Etat à l'Energie, le 12 septembre 1990, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal « modifiant l'arrêté royal du 11 mars 1968 déterminant les mesures de sécurité à prendre lors de l'établissement et dans l'exploitation des installations de transport de gaz par canalisations », a donné le 30 octobre 1990 l'avis suivant :

### I. Observation générale

Dans les dispositions modificatives figurant aux articles 1er à 6 de l'arrêté en projet, la mention d'un article est suivie par les mots « comme modifié par le présent arrêté royal », dans le but manifeste de souligner que, dans sa nouvelle version, l'article concerné est applicable notamment et immédiatement à des situations existantes.

Il y a lieu, toutefois, de supprimer cet ajout, pour les raisons suivantes : d'une part, sauf disposition contraire, des dispositions de police telles que celles que comporte le projet, sont immédiatement applicables, dès l'entrée en vigueur du nouveau règlement, en ce compris à d'éventuelles situations existantes; d'autre part, contrairement à une disposition autonome, une disposition modificative se confond avec la disposition qu'elle remplace ou modifie, de sorte que « le présent arrêté » ferait référence à l'arrêté modifié, ce qui serait inexact et dénué de sens.

### II. Examen du texte

#### Article 1er

Au début de l'alinéa 1er, il conviendrait de remplacer « Sans préjudice de » par « A l'intérieur de ».

A l'alinéa 3, il y aurait lieu, compte tenu des explications fournies au Conseil d'Etat, de remplacer la troisième phrase par le texte suivant :

« Le Ministre qui a l'Energie dans ses attributions ou son délégué peuvent, à la demande du transporteur de gaz, accorder des largeurs plus grandes ou plus petites, soit de l'un des côtés, soit des deux côtés de l'installation de transport de gaz. Le cas échéant, l'arrêt de concession ou de permission sera adapté ».

A l'alinéa 4, il y a lieu de préciser, en complétant la référence à l'article 66, le type de surveillance dont il s'agit. Cette observation vaut également en ce qui concerne l'alinéa 7. L'article 66 visé prévoit, en effet, divers types de surveillance.

#### Article 2

En regard du « L », on écrira : « le cas échéant, le facteur de la soudure... ».

#### Article 3

Eu égard aux explications fournies par le fonctionnaire délégué à propos de l'alinéa 2, ce dernier gagnerait à être rédigé comme suit :

« Lorsque de nouvelles nuances d'acier dont la limite d'élasticité est plus élevée sont élaborées, un facteur de sécurité correspondant à cette élasticité peut être déterminé dans l'arrêté de concession ou de permission ».

#### Article 6

Selon le fonctionnaire délégué, il y a lieu de rédiger l'alinéa 2 comme suit : « Dans les cas prévus aux articles 24 et 28 ou lorsqu'après l'entrée en vigueur de la présente disposition, une canalisation de transport de gaz... ».

Evenwel moet worden benadrukt dat de eigenaar van het erf steeds het recht heeft artikel 12 van de wet in te roepen en daardoor de verplaatsing van de leiding te vragen ingeval hij van zijn bouwrecht gebruik mag maken.

Bijgevolg brengen de door het besluit aan de eigenaars opgelegd lasten in geen enkel opzicht verandering in de aard of in de draagwijdte van de door artikel 11 van de wet ingestelde erfdienstbaarheid van openbaar nut.

### 7. Besluit

De evolutie van de technieken en de snelle verandering van de omgeving maken de voorgestelde wijziging van de bestaande reglementering noodzakelijk.

## ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De Raad van State, afdeling wetgeving, eerste kamer, op 12 september 1990 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Economische Zaken en het Plan en door de Staatssecretaris voor Energie verzocht hun van advies te diene over een ontwerp van koninklijk besluit « tot wijziging van het koninklijk besluit van 11 maart 1968 betreffende de te nemen veiligheidsmaatregelen bij de oprichting en bij de exploitatie van installaties voor gasvervoer door middel van leidingen », heeft op 30 oktober 1990 het volgende advies gegeven :

### I. Algemene opmerking

In de wijzigingsbepalingen welke in de artikelen 1 tot 6 van het ontwerp zijn opgenomen, volgen op de vermelding van een artikel, de woorden « zoals gewijzigd door huidig koninklijk besluit », blijkbaar om erop te wijzen dat het bedoelde artikel, in zijn nieuwe versie, op bestaande toestanden mede en onmiddellijk van toepassing is.

Die toevoeging moet evenwel worden geschrapt. Vooreerst omdat bepalingen van politionele aard als die welke in het ontwerp zijn vervat, tenzij anders is bepaald, van bij de inwerkingtreding van het nieuwe reglement van onmiddellijke toepassing zijn, ook op eventueel bestaande toestanden. Vervolgens omdat een wijzigingsbepaling, in tegenstelling tot een autonome bepaling, samenvloeit en één wordt met de bepaling die zij vervangt of wijzigt, derwijze dat « huidig besluit » zou refereren aan het besluit dat gewijzigd wordt, wat onjuist en zonder zin zou zijn.

### II. Onderzoek van de tekst

#### Artikel 1

In de aanvang van het eerste lid vervange men « Onverminderd » door « Binnen ».

In het derde lid, vervange men, rekening gehouden met de uitleg welke aan de Raad van State is verstrekt, de derde zin door de volgende tekst :

« De Minister die de Energie in zijn bevoegdheid heeft of zijn afgevaardigde kunnen, op verzoek van de gasvervoerder, langs één dan wel langs beide zijden van de gasvervoerinstallatie grotere of kleine breedten toestaan. In voorkomend geval wordt het vergunnings- of toelatingsbesluit aangepast ».

In het vierde lid moet men, door een aanvulling van de verwijzing naar artikel 66, preciseren over welk toezicht het gaat. Deze opmerking geldt eveneens voor het zevende lid. In bedoeld artikel 66 is inderdaad in verschillende vormen van toezicht voorzien.

#### Artikel 2

Naast « L » schrijve men : « in voorkomend geval, de lasfactor ».

#### Artikel 3

Zoals het tweede lid is toegelicht door de gemachtigde ambtenaar ware het beter gesteld als volgt :

« Wanneer nieuwe staalsoorten met een grotere elasticiteitsgrens ontwikkeld zijn, kan in het vergunnings- of toelatingsbesluit een met die elasticiteit overeenstemmende veiligheidsfactor worden vastgesteld ».

#### Artikel 6

Volgens de gemachtigde ambtenaar dient men in het tweede lid te lezen : « In de gevallen bepaald in de artikelen 24 en 28 of wanneer na de inwerkingtreding van deze bepaling een gasvervoerleiding ».

## Article 17

A l'alinéa 2 on précisera le type de surveillance dont il s'agit en complétant la référence à l'article 66.

La chambre était composée de :

M. H. Coremans, président de chambre;

M. J. Vermeire;

Mme S. Vanderhaegen, conseillers d'Etat;

MM. :

G. Schrans;

E. Wymeersch, assesseurs de la section de législation;

Mme A. Beckers, greffier.

La concordance entre la version néerlandaise et la version française a été vérifiée sous le contrôle de Mme S. Vanderhaegen.

Le rapport a été présenté par Mme J. De Koster-Mannens, premier auditeur.

La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. K. Vermassen, référendaire.

Le greffier,

A. Beckers.

Le président,

H. Coremans,

24 JANVIER 1991. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 11 mars 1966 déterminant les mesures de sécurité à prendre lors de l'établissement et dans l'exploitation des installations de transport de gaz par canalisations

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 12 avril 1965 relative au transport de produits gazeux et autres par canalisations, notamment les articles 11 et 16, alinéa 1er, 1<sup>o</sup> et 8<sup>o</sup>, modifiée par la loi du 28 juillet 1987;

Vu l'arrêté royal du 11 mars 1966 déterminant les mesures de sécurité à prendre lors de l'établissement et dans l'exploitation des installations de transport de gaz par canalisations, modifiée par l'arrêté royal du 28 mars 1974;

Vu l'arrêté royal du 21 septembre 1988 relatif aux prescriptions et obligations de consultation et d'information à respecter lors de l'exécution de travaux à proximité d'installations de transport de produits gazeux et autres par canalisations;

Considérant qu'il est indispensable pour des raisons de sécurité, d'adapter les dispositions de l'arrêté royal du 11 mars 1966 susmentionné pour tenir compte du progrès des techniques d'une part et d'autre part de l'évolution de l'environnement des installations de transport de gaz;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires économiques et du Plan, et de Notre Secrétaire d'Etat à l'Energie,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. Les dispositions de l'article 24 de l'arrêté royal du 11 mars 1966 déterminant les mesures de sécurité à prendre lors de l'établissement et dans l'exploitation des installations de transport de gaz par canalisations, sont remplacées par les dispositions suivantes :

« A l'intérieur de la zone protégée qui s'étend sur 15 mètres de part et d'autre de l'implantation d'installations de transport de gaz, créée par l'arrêté royal du 21 septembre 1988 relatif aux prescriptions et obligations de consultation et d'information à respecter lors de l'exécution de travaux à proximité d'installations de transport de produits gazeux et autres par canalisations, et nonobstant les obligations imposées par l'arrêté royal susmentionné, il est créé une zone réservée.

Cette zone réservée, qui existe par la simple présence d'une installation de transport de gaz ayant fait l'objet d'une concession ou d'une permission de transport de gaz encadre l'installation de transport de gaz, sur sa ligne médiane, d'une largeur globale fixée par le tableau ci-après :

- canalisations d'un diamètre nominal jusque et y compris DN 150 : 4 mètres;
- canalisations d'un diamètre nominal plus grand que DN 150 jusque et y compris DN 300 : 6 mètres;

## Artikel 17

In het tweede lid zal men door een aanvulling van de verwijzing naar artikel 66 preciseren over welke vorm van toezicht het gaat.

De kamer was samengesteld uit :

De heer H. Coremans, kamervoorzitter;

De heer J. Vermeire;

Mevr. S. Vanderhaegen, staatsraden;

De heren :

G. Schrans;

E. Wymeersch, assessoren van de afdeling wetgeving;

Mevr. A. Beckers, griffier.

De overeenstemming tussen de Nederlands en de Franse tekst werd nagezien onder toezicht van Mevr. S. Vanderhaegen.

Het verslag werd uitgebracht door Mevr. J. De Koster-Mannens, eerste auditeur.

De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de heer K. Vermassen, referendaris.

De griffier,

A. Beckers.

De voorzitter,

H. Coremans.

24 JANUARI 1991. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 11 maart 1966 betreffende de te nemen veiligheidsmaatregelen bij de oprichting en bij de exploitatie van installaties voor gasvervoer door middel van leidingen

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op de wet van 12 april 1965 betreffende het vervoer van gasachtige producten en andere door middel van leidingen, inzonderheid op de artikels 11 en 16, eerste lid, 1<sup>o</sup> en 8<sup>o</sup>, gewijzigd door de wet van 28 juli 1987;

Gelet op het koninklijk besluit van 11 maart 1966 betreffende de te nemen veiligheidsmaatregelen bij de oprichting en bij de exploitatie van installaties voor gasvervoer door middel van leidingen, gewijzigd door het koninklijk besluit van 28 maart 1974;

Gelet op het koninklijk besluit van 21 september 1988 betreffende de voorschriften en de verplichtingen van raadpleging en informatie bij het uitvoeren van werken in de nabijheid van installaties van vervoer van gasachtige en andere producten door middel van leidingen;

Overwegende dat het om veiligheidsredenen absoluut noodzakelijk is de bepalingen van het voornoemd koninklijk besluit van 11 maart 1966 aan te passen ten einde rekening te houden, enerzijds met de technische vooruitgang, anderzijds met de evolutie van de omgeving van de gasvervoerinstallaties;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Economische Zaken en het Plan, en van Orze Staatssecretaris voor Energie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De bepalingen van artikel 24 van het koninklijk besluit van 11 maart 1966 betreffende de te nemen veiligheidsmaatregelen bij de oprichting en bij de exploitatie van installaties voor gasvervoer door middel van leidingen worden vervangen door de volgende bepalingen :

« Binnen de beschermde zone die zich uitstrekt over 15 meter aan weerszijden van de implantatie van gasvervoerinstallaties, ingericht bij het koninklijk besluit van 21 september 1988 betreffende de voorschriften en de verplichtingen van raadpleging en informatie bij het uitvoeren van werken in de nabijheid van installaties van vervoer van gasachtige en andere producten door middel van leidingen, en onverminderd de verplichtingen opgelegd door of krachtens voornoemd koninklijk besluit, wordt een voorbehouden zone ingericht.

Deze voorbehouden zone, die bestaat door de loutere aanwezigheid van een gasvervoerinstallatie die het voorwerp van een gasvervoervergunning of een gasvervoertoelating heeft uitgemaakt, kadert de gasvervoerinstallatie, op de middellijn ervan gelegen, in, en heeft een globale breedte die vastgesteld wordt aan de hand van onderstaande tabel :

- leidingen met een nominale diameter tot en met DN 150 : 4 meter;
- leidingen met een nominale diameter groter dan DN 150 en tot en met DN 300 : 6 meter;

- canalisations d'un diamètre nominal plus grand que DN 300 jusque et y compris DN 500 : 8 mètres;
- canalisations d'un diamètre nominal plus grand que DN 500 : 10 mètres.

Cependant, après que la concession ou la permission de transport de gaz ait été attribuée, la zone réservée peut être modifiée dans des cas particuliers. Ceux-ci sont justifiés pour des raisons de nature urbanistique, de construction ou par des exigences d'exploitation.

Le Ministre qui a l'énergie dans ses attributions ou son délégué peuvent, à la demande du transporteur de gaz accorder des largeurs plus grandes ou plus petites, soit de l'un des côtés, soit des deux côtés de l'installation de transport de gaz. Le cas échéant, l'arrêté de concession ou de permission sera adopté.

Dans le cas où une zone réservée plus petite est autorisée, une surveillance renforcée sera exercée par le titulaire de la concession ou de la permission de transport de gaz conformément à l'article 66, alinéa 3; de plus des mesures particulières seront prises pour protéger la canalisation.

Au cas où des canalisations de transport de gaz sont situées au voisinage l'une de l'autre de telle sorte que leur zones réservées se touchent ou se superposent, la zone réservée unique pour ces canalisations est fixée sur base des limites extérieures formées par les zones réservées individuelles.

Sans préjudice de l'application des dispositions légales relatives à l'urbanisme et de l'application de l'article 12 de la loi du 12 avril 1965 relative au transport de produits gazeux et autres par canalisations, les travaux de construction de bâtiments sont interdits à l'intérieur de la zone réservée, indépendamment du fait qu'ils soient destinés ou non principalement à l'occupation humaine. Sont également interdits dans cette zone, tous autres travaux de construction ainsi que l'entreposage de matériaux, la modification du relief du sol et de la présence d'arbres. Cependant des installations d'utilité publique, des travaux d'infrastructure publics ou privés peuvent être réalisés et des clôtures seront tolérées dans la zone réservée, sans préjudice des dispositions de l'arrêté royal précité du 21 septembre 1988.

En dérogation à ce qui précède, les bâtiments et constructions existants peuvent cependant être tolérés dans les zones réservées pour autant qu'ils aient été établis avant l'entrée en vigueur de la présente disposition. Dans ce cas, conformément à l'article 66, alinéa 3 une surveillance renforcée sera exercée.

Art. 2. Les dispositions de l'article 25 du même arrêté royal sont remplacées par les dispositions suivantes :

« L'épaisseur nominale des canalisations de transport de gaz est déterminée par la formule suivante :

$$e = e_d + c$$

dans laquelle :

$$e_d = \frac{D \times P}{20 \times E \times L} \times S$$

et

$$c = c_1 + c_2$$

dans lesquelles :

e : l'épaisseur nominale de paroi (mm);

e<sub>d</sub> : l'épaisseur de paroi calculée (mm);

D : le diamètre extérieur (mm);

P : la pression de calcul (bar);

E : la limite d'élasticité, suivant l'article 26 (N/mm<sup>2</sup>);

L : la cas échéant, le facteur de la soudure longitudinale ou en spirale est égal à l'unité;

S : le facteur de sécurité, suivant l'article 26;

c : la surépaisseur (mm);

c<sub>1</sub> : la valeur absolue de la tolérance négative telle qu'elle aura été fixée dans les spécifications techniques, mentionnées à l'article 12, 1<sup>o</sup>, des tubes soudés ou sans soudure. Au cas où cette valeur absolue de la tolérance négative de l'épaisseur de paroi calculée est indiquée en % (c<sub>1</sub>), c<sub>1</sub> est calculé comme suit :

$$c_1 = (e_d + c_2) \frac{c_1}{100 - c_1} \text{ (mm)}$$

Pour le calcul des tuyauteries, seule la valeur moyenne de la tolérance négative sur l'épaisseur de paroi sera prise en considération telle qu'elle est autorisée pour la longueur totale de la canalisation, conformément aux spécifications techniques précitées.

La limite inférieure de cette valeur absolue de la tolérance négative, qui n'est autorisée que sur une longueur limitée, telle qu'elle aura été fixée dans les spécifications techniques susmentionnées, ne doit pas être prise en compte lors de la détermination de c<sub>1</sub>.

— leidingen met een nominale diameter groter dan DN 300 en tot en met DN 500 : 8 meter;

— leidingen met een nominale diameter groter dan DN 500 : 10 meter.

Nadat de gasvervoervergunning of -toelating werd verleend, kan de voorbehouden zone gewijzigd worden in bijzondere gevallen. Deze bijzondere gevallen vinden hun oorsprong in redenen van stedenbouwkundige of bouwkundige aard of in exploitatienoodwendigheden.

De Minister die de energie in zijn bevoegdheid heeft of zijn afgevaardigde kunnen, op verzoek van de gasvervoerder, langs één dan wel langs beide zijden van de gasvervoerinstallatie grotere of kleinere breedten toestaan. In voorkomend geval wordt het vergunnings- of toelatingsbesluit aangepast.

Indien een kleinere breedte van de voorbehouden zone toegestaan wordt, zal een versterkt toezicht uitgeoefend worden door de houder van de gasvervoervergunning of -toelating overeenkomstig artikel 66, 3<sup>o</sup> lid; daarenboven zullen bijzondere maatregelen getroffen worden om de leiding te beschermen.

Ingeval gasvervoerleidingen zodanig in elkaars nabijheid gelegen zijn dat hun voorbehouden zones elkaar raken of overlappen, wordt de enkele voorbehouden zone voor deze gasvervoerleidingen gezamenlijk vastgesteld op basis van de buitengrenzen gevormd door hun afzonderlijke voorbehouden zones.

Onverminderd de toepassing van de wettelijke bepalingen betreffende de stedenbouw en de toepassing van artikel 12 van de wet van 12 april 1965 betreffende het vervoer van gasachtige producten en andere door middel van leidingen, zijn de werken ter oprichting van gebouwen binnen de voorbehouden zone verboden, ongeacht of zij al dan niet hoofdzakelijk bestemd zijn voor menselijke aanwezigheid. Alle andere bouwwerkzaamheden, evenals het opstapelen van materialen, het wijzigen van het reliëf van de bodem en de aanwezigheid van bomen zijn eveneens verboden in deze zone. Evenwel mogen openbare nutsvoorzieningen, openbare of private infrastructuurwerken worden gerealiseerd en zullen omheiningen worden geduld in de voorbehouden zone, onverminderd de bepalingen van het voornoemde koninklijk besluit van 21 september 1988.

De bestaande gebouwen en constructies kunnen in afwijking van het voorgaande nochtans geduld worden in de voorbehouden zone, in zoverre zij opgericht waren vóór de inwerkingtreding van huidige bepaling. In dit geval zal een versterkt toezicht uitgeoefend worden overeenkomstig artikel 66, 3<sup>e</sup> lid.

Art. 2. De bepalingen van artikel 25 van hetzelfde koninklijk besluit worden vervangen door volgende bepalingen :

« De nominale wanddikte van de gasvervoerleidingen wordt door de volgende formule bepaald :

$$e = e_d + c$$

waarin :

$$e_d = \frac{D \times P}{20 \times E \times L} \times S$$

en

$$c = c_1 + c_2$$

waarin :

e : de nominale wanddikte is (mm);

e<sub>d</sub> : de ontwerp-wanddikte is (mm);

D : de buitendiameter is (mm);

P : de ontwerpdruk is (bar);

E : de elasticiteitsgrens, overeenkomstig artikel 26, is (N/mm<sup>2</sup>);

L : in voorkomend geval, de lasfactor van de langslas of spiraallas gelijk aan één is;

S : de veiligheidsfactor overeenkomstig artikel 26, is;

c : de wanddiktoeslag is (mm);

c<sub>1</sub> : de absolute negatieve tolerantiewaarde is zoals zal bepaald zijn in de in artikel 12, 1<sup>o</sup>, vermelde technische specificaties van naadloze of gelaste buizen. Indien deze absolute negatieve tolerantiewaarde van de ontwerp-wanddikte in % is opgegeven (c<sub>1</sub>), wordt c<sub>1</sub> als volgt berekend :

$$c_1 = (e_d + c_2) \frac{c_1}{100 - c_1} \text{ (mm)}$$

Voor de ontwerp-berekeningen zal alleen de gemiddelde negatieve tolerantiewaarde op de wanddikte gelden zoals deze toegelaten is over de totale lengte van de leiding, overeenkomstig de voormelde technische specificaties.

De ondergrens van deze absolute negatieve tolerantiewaarde, die alleen toegelaten is over een beperkte lengte, zoals deze zal bepaald zijn in de voormelde technische specificaties, dient niet in acht genomen te worden bij de bepaling van c<sub>1</sub>.

$c_2$ : la surépaisseur de corrosion intérieure ou d'usure intérieure (mm), dont la valeur doit être fixée et justifiée par le transporteur de gaz.

La valeur de  $c_2$  sert à compenser la diminution de l'épaisseur de paroi causée par la corrosion intérieure ou l'usure intérieure.

Cette valeur peut être omise quand il n'y a pas de corrosion intérieure ou d'usure intérieure.»

Art. 3. Les dispositions de l'article 26 du même arrêté royal sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Le facteur de sécurité S mentionné à l'article 25, est établi comme suit pour les limites d'élasticité minimales normalisées respectives :

Limite d'élasticité minimale normalisée	Facteur de sécurité
240 N/mm <sup>2</sup>	1,50
290 N/mm <sup>2</sup>	1,50
320 N/mm <sup>2</sup>	1,54
360 N/mm <sup>2</sup>	1,56
385 N/mm <sup>2</sup>	1,56
415 N/mm <sup>2</sup>	1,60
445 N/mm <sup>2</sup>	1,60
480 N/mm <sup>2</sup>	1,60

Lorsque de nouvelles nuances d'acier dont la limite d'élasticité est plus élevée sont élaborées, un facteur de sécurité correspondant à cette élasticité peut être déterminé dans l'arrêté de concession ou de permission.»

Art. 4. Les dispositions de l'article 27 du même arrêté royal sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Au cas où l'application de la formule et du facteur déterminés dans les articles 25 et 26, conduit à une épaisseur de paroi qui serait inférieure aux épaisseurs de paroi ci-après mentionnées, ces dernières, intitulées ci-après épaisseurs de paroi nominales minimales, doivent être respectées :

jusqu'à DN125 non inclus .....	3,6
de DN125 à DN150 non inclus .....	4
de DN150 à DN200 non inclus .....	4,5
de DN200 à DN250 non inclus .....	5
de DN250 à DN300 non inclus .....	5,6
de DN300 à DN630 inclus .....	6,3

supérieur à DN630 ..... 1% du diamètre nominal »

Art. 5. Les dispositions de l'article 28 du même arrêté royal sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Lors de l'établissement d'une installation de transport de gaz, le titulaire d'une concession ou permission de transport de gaz doit veiller à ce que les installations de transport de gaz soient mises en place exclusivement dans un environnement qui respecte les zones réservées mentionnées à l'article 24, sauf si pour des raisons de nature urbanistique ou de construction ou pour des exigences d'exploitation, le choix d'une zone réservée d'une largeur supérieure ou inférieure, soit globalement soit de l'un des deux côtés seulement, à celle déterminée à l'article 24 précité s'impose.

Dans ce cas l'établissement d'une zone réservée plus petite ou plus large pourra éventuellement être autorisée dans la concession ou la permission de transport de gaz, à la demande explicite du transporteur de gaz.

Dans le cas où une zone réservée plus petite est autorisée, une surveillance renforcée sera exercée par le titulaire de la concession ou de la permission de transport de gaz conformément à l'article 66, alinéa 3; de plus, des mesures particulières seront prise pour protéger la canalisation.»

Art. 6. Les dispositions de l'article 66 du même arrêté royal sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Les titulaires de concession ou de permission de transport contrôlent la qualité du gaz, la valeur de la pression de service des canalisations et l'étanchéité de celles-ci.

En vue de ce contrôle de l'étanchéité, une surveillance périodique des installations de transport de gaz sera organisée avec mission d'observer les conditions de surface au voisinage, les indices de fuites, notamment par leurs effets sur la végétation et les travaux de construction effectués à proximité.

$c_2$ : de toeslag is voor inwendige corrosie en inwendige sleet (mm), waarvan de waarde door de gasvervoerder dient vastgesteld en verantwoord te worden.

De toeslag  $c_2$  dient ter compensatie van de wanddiktevermindering veroorzaakt door inwendige corrosie en inwendige sleet.

Deze toeslag kan weggelaten worden indien inwendige corrosie onbestaande is en er geen inwendige sleet optreedt.»

Art. 3. De bepalingen van artikel 26 van hetzelfde koninklijk besluit worden vervangen door de volgende bepalingen :

« De veiligheidsfactor S voorkomend in artikel 25, wordt als volgt vastgesteld voor de respectievelijke minimale genormaliseerde elasticiteitsgrenzen :

Minimale genormaliseerde elasticiteitsgrens	Veiligheidsfactor
240 N/mm <sup>2</sup>	1,50
290 N/mm <sup>2</sup>	1,50
320 N/mm <sup>2</sup>	1,54
360 N/mm <sup>2</sup>	1,56
385 N/mm <sup>2</sup>	1,56
415 N/mm <sup>2</sup>	1,60
445 N/mm <sup>2</sup>	1,60
480 N/mm <sup>2</sup>	1,60

Wanneer nieuwe staalsoorten met een grotere elasticiteitsgrens ontwikkeld zijn, kan in het vergunnings- of toelatingsbesluit een met die elasticiteit overeenstemmende veiligheidsfactor worden vastgesteld.»

Art. 4. De bepalingen van artikel 27 van hetzelfde koninklijk besluit worden vervangen door de volgende bepalingen :

« Ingeval de toepassing van de in de artikels 25 en 26 bepaalde formule en veiligheidsfactor leidt tot een wanddikte die kleiner zou zijn dan de hierna vermelde wanddikten, dienen deze laatste, hierna minimum nominale wanddikten genoemd, nageleefd te worden :

tot DN125 niet inbegrepen .....	3,6
vanaf DN125 tot DN150 niet inbegrepen .....	4
vanaf DN150 tot DN200 niet inbegrepen .....	4,5
vanaf DN200 tot DN250 niet inbegrepen .....	5
vanaf DN250 tot DN300 niet inbegrepen .....	5,6
vanaf DN300 tot en met DN630 .....	6,3

groter dan DN630 ..... één per honderd van de nominale diameter »

Art. 5. De bepalingen van artikel 28 van hetzelfde koninklijk besluit worden vervangen door de volgende bepalingen :

« Bij de aanleg van een gasvervoerinstallatie dient de houder van de gasvervoervergunning of -toelating erover te waken dat deze slechts zal opgericht worden in de omgeving die geen schending inhoudt van de in artikel 24 vermelde voorbehouden zones, tenzij hij om redenen van stedenbouwkundige of bouwkundige aard omwille van de exploitatienoodwendigheden gedwongen is de oprichting van een voorbehouden zone van een grotere of kleinere breedte, zowel globaal als langs één van beide zijden alleen, dan deze bepaald in voornoemd artikel 24 te aanvaarden.

In dat geval zal de inrichting van een kleinere of bredere voorbehouden zone desgevallend toegestaan kunnen worden in de gasvervoervergunning of -toelating, op uitdrukkelijk verzoek van de gasvervoerder.

Indien een kleinere breedte van de voorbehouden zone toegestaan wordt, zal een versterkt toezicht uitgeoefend worden door de houder van de gasvervoervergunning of -toelating overeenkomstig artikel 66, 3e lid; daarenboven zullen bijzondere maatregelen getroffen worden om de leiding te beschermen.»

Art. 6. De bepalingen van artikel 66 van hetzelfde koninklijk besluit worden vervangen door de volgende bepalingen :

« De houders van een gasvervoervergunning of -toelating controleren de hoedanigheid van het gas, de waarde van de bedrijfsdruk in de leidingen en de dichtheid van deze leidingen.

Met het oog op deze controle van de dichtheid van de leidingen wordt door hen een periodiek toezicht van de vervoerinstallaties ingericht met het doel de toestand van de nabije bodemoppervlakte, de lekaanwijzingen, namelijk door hun inwerking op de plantengroei en de nabijgelegen bouwwerken te controleren.

Dans les cas prévus aux articles 24 et 28 ou lorsqu'après l'entrée en vigueur de la présente disposition, une canalisation de transport de gaz est posée à moins de 20 mètres de bâtiments et constructions existants et en général dans toutes les zones d'habitat, zones d'extension d'habitat, zones d'affaissements miniers, zones industrielles, zones d'industries polluantes, zones d'industries de nature à perturber le milieu de vie, zones artisanales ou zones de petites et moyennes entreprises, zones de services, zones destinées principalement à l'implantation d'entreprises commerciales de grande dimension, la zone réservée fait l'objet d'une surveillance au moins tous les deux mois et d'un contrôle annuel de présence de gaz.

Les autres zones réservées font l'objet d'une surveillance au moins tous les 4 mois. Si la surveillance est effectuée par un contrôle aérien, celle-ci se fera au moins tous les deux mois et de plus, un contrôle sur place des points d'exploitation les plus importants, comme entre autres les nœuds de vannes et les stations de détente, sera effectué au moins tous les 6 mois.

Les propriétaires ou utilisateurs ou titulaires de droit réels ou personnels sur les parcelles où se trouve une zone réservée sont tenus de permettre aux contrôleurs d'accéder librement à leur parcelle afin de permettre l'exécution de la surveillance et des contrôles indiqués de manière rapide et efficace.

Le Ministre peut, dans certains cas, imposer des intervalles plus courts pour cette surveillance.

Les patrouilles font l'objet de rapports qui doivent être conservés dans les archives du titulaire de la concession ou de la permission; des rapports particuliers, rédigés à l'occasion de chaque fuite, en relatent les causes et les modalités de la réparation.

Art. 7. Dans l'article 1, 8, du même arrêté royal « 15 kg/cm<sup>2</sup> » est remplacé par « 14,7 bar ».

Dans l'article 1, 11, du même arrêté royal « limite élastique » est remplacé par « limite d'élasticité ».

Dans l'article 1, 13, du même arrêté royal « kilogrammes mètre par centimètre carré » est remplacé par « joule/cm<sup>2</sup> ».

Art. 8. Dans le premier et le deuxième alinéa de l'article 7 du même arrêté royal « 15 kg/cm<sup>2</sup> » est remplacé par « 14,7 bar ».

Art. 9. Dans l'article 12, 2°, du même arrêté royal « limite élastique » est remplacé par « limite d'élasticité ».

Art. 10. Dans l'article 13 du même arrêté royal « limite élastique » est remplacé par « limite d'élasticité ».

Au même article la disposition suivante est ajoutée :  
« Des valeurs supérieures sont admises avec l'autorisation du Ministre ».

Art. 11. Dans le premier et le troisième alinéa de l'article 21 du même arrêté royal « limite élastique » est remplacé par « limite d'élasticité ».

Dans le troisième alinéa du même article « kg/cm<sup>2</sup> » est remplacé par « bar ».

Art. 12. Dans le premier alinéa de l'article 47, b, du même arrêté royal « catégorie d'emplacement » est remplacé par « limite d'élasticité minimale normalisée ».

Dans le même article le tableau est remplacé par le tableau suivant :

« Limite d'élasticité minimale normalisée (cf. art. 26) »	Fluide d'épreuve P supérieure à 14,7 bar
Minimale genormaliseerde elasticiteitsgrens (cf. art. 26)	Beproevingsmiddel P hoger dan 14,7 bar
240 à/395 N/mm <sup>2</sup>	Eau/Water ou air/of lucht ou gaz inerte/of inert gas
415 N/mm <sup>2</sup> et plus élevée/en hoger	Eau/Water

Dans le dernier alinéa du même article « kg/cm<sup>2</sup> » est remplacé par « bar ».

In de gevallen bepaald in artikels 24 en 28 of wanneer, na de inwerkingtreding van deze bepaling, een gasvervoerleiding op minder dan 20 meter van bestaande gebouwen en constructies wordt aangelegd en in het algemeen in alle woongebieden, woonuitbreidingsgebieden, mijnverzakingsgebieden, industriegebieden, gebieden voor vervuulende industrieën, gebieden voor milieubelastende industrieën, gebieden voor ambachtelijke bedrijven, gebieden voor kleine en middelgrote ondernemingen, dienstverleningsgebieden en gebieden hoofdzakelijk bestemd voor de vestiging van grootwinkelbedrijven, wordt minstens tweemaandelijks toezicht uitgeoefend op de voorbehouden zone en worden jaarlijks gasaanwezigheidstesten uitgevoerd.

De andere voorbehouden zones maken minstens viermaandelijks het voorwerp uit van een toezicht. Indien dit toezicht vanuit de lucht geschiedt, dan dient zulk toezicht minstens tweemaandelijks plaats te vinden en moet daarenboven minstens halfjaarlijks een plaatselijke controle van de belangrijkste exploitatiepunten, zoals onder andere de afsluitersknooppunten en de ontspanstations, uitgevoerd worden.

De eigenaars of gebruikers of houders van zakelijke of persoonlijke rechten op de percelen waarop een voorbehouden zone gelegen is, staan ervoor in dat de toezichters vrij toegang hebben tot hun percelen en voornamelijk toezicht en testen op een vlotte en afdoende wijze kunnen uitvoeren.

De Minister kan in bepaalde gevallen kortere tijdspannen bepalen voor dit toezicht.

De uitslag van dit toezicht wordt vastgelegd in verslagen, welke in het archief van de houder der gasvervoervergunning of toelating bewaard worden; bijzondere verslagen bij het vaststellen van elk gaslek vermelden de oorzaken ervan alsook de herstellingswijzen.

Art. 7. In artikel 1, 8, van hetzelfde koninklijk besluit wordt « 15 kg/cm<sup>2</sup> » vervangen door « 14,7 bar ».

In de Franse tekst van artikel 1, 11, van hetzelfde koninklijk besluit wordt « limite élastique » vervangen door « limite d'élasticité ».

In artikel 1, 13, van hetzelfde koninklijk besluit wordt « kilogrammeter per vierkante centimeter » vervangen door « joule/cm<sup>2</sup> ».

Art. 8. In het eerste en tweede lid van artikel 7 van hetzelfde koninklijk besluit wordt « 15 kg/cm<sup>2</sup> » vervangen door « 14,7 bar ».

Art. 9. In de Franse tekst van artikel 12, 2°, van hetzelfde koninklijk besluit wordt « limite élastique » vervangen door « limite d'élasticité ».

Art. 10. In de Franse tekst van artikel 13 van hetzelfde koninklijk besluit wordt « limite élastique » vervangen door « limite d'élasticité ».

Aan hetzelfde artikel wordt volgende bepaling toegevoegd :  
« Hogere waarden zijn toegelaten na machtiging door de Minister ».

Art. 11. In de Franse tekst van het eerste en het derde lid van artikel 21 van hetzelfde koninklijk besluit wordt « limite élastique » vervangen door « limite d'élasticité ».

In het derde lid van hetzelfde artikel wordt « kg/cm<sup>2</sup> » vervangen door « bar ».

Art. 12. In het eerste lid van artikel 47, b, van hetzelfde koninklijk besluit wordt « classe van het ligingsgebied » vervangen door « minimale genormaliseerde elasticiteitsgrens ».

In hetzelfde artikel wordt de tabel vervangen door de volgende tabel :

Pression d'épreuve		Pression maximale de service admissible (la plus petite des valeurs)	
min.	max.	Hoogst toelaatbare bedrijfsdruk (de kleinste van twee waarden)	
Beproevingdruk			
min.	max.		
1,25 P.m.s.	P.e.u.	P.e. : 1,25 of/ou P	
1,25 P.m.s.	1,25 P		
1,4 P.m.s.	P.e.u.	P.e. : 1,4 ou/of P	

In het laatste lid van hetzelfde artikel wordt « kg/cm<sup>2</sup> » vervangen door « bar ».

**Art. 13.** Dans l'article 47, c), du même arrêté royal « 5 kg/cm<sup>2</sup> » est remplacé par « 4,9 bar ».

**Art. 14.** Dans le troisième alinéa de l'article 47 bis du même arrêté royal « 15 kg/cm<sup>2</sup> » est remplacé par « 14,7 bar ».

**Art. 15.** Les dispositions de l'article 49 du même arrêté royal sont remplacées par les dispositions suivantes : « Dans le cas de limites d'élasticité minimales normalisées de 240 N/mm<sup>2</sup> et plus élevées, le remplacement d'une épreuve de résistance mécanique à l'eau par une épreuve à l'air ou au moyen d'un gaz inerte à 1,1 fois la pression maximale de service ne peut se faire qu'avec l'autorisation du Ministre ».

**Art. 16.** Dans le premier alinéa de l'article 60 du même arrêté royal les mots « de la catégorie d'emplacement et » sont supprimés.

**Art. 17.** Disposition transitoire.

Les installations de transport de gaz établies en exécution de concessions ou de permissions de transport de gaz par canalisations octroyées pour la première fois avant l'entrée en vigueur du présent arrêté royal, indépendamment du fait que la durée ait été ou non prolongée, restent soumises aux dispositions de la loi du 12 avril 1965 et de ses arrêtés d'exécution telles qu'elles étaient en vigueur et d'application au moment de l'octroi susmentionné de la concession ou permission de transport de gaz concernée, sauf en ce qui concerne les articles 24 et 66 de l'arrêté royal du 11 mars 1966 comme modifié par le présent arrêté royal, qui sont d'application aux installations susmentionnées à partir de l'entrée en vigueur du présent arrêté royal.

Si, toutefois, l'épaisseur de paroi de la canalisation de transport de gaz concernée est inférieure à celle mentionnée à l'article 27 de l'arrêté royal du 11 mars 1966 concernant les mesures de sécurité à prendre lors de la construction et lors de l'exploitation d'installations de transport de gaz par canalisations comme modifié par le présent arrêté royal, le titulaire d'une concession ou permission de transport de gaz doit effectuer une surveillance renforcée conformément à l'article 66, alinéa 3 de l'arrêté royal du 11 mars 1966 susmentionné comme modifié par le présent arrêté royal.

**Art. 18.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 19.** Notre Ministre des Affaires économiques et du Plan et Notre Secrétaire d'Etat à l'Energie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 24 janvier 1991.

**BAUDOIN**

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires économiques et du Plan,  
W. CLAES

Le Secrétaire d'Etat à l'Energie,  
E. DEWORME

**MINISTERE DES CLASSES MOYENNES**

F. 91 — 379

**13 DECEMBRE 1990.** — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 17 mars 1982 fixant le cadre organique de l'Institut national d'assurances sociales pour travailleurs indépendants

**BAUDOIN, Roi des Belges,**

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, notamment l'article 11, modifié par l'arrêté royal du 18 décembre 1957, l'arrêté royal n° 4 du 18 avril 1967, l'arrêté royal n° 88 du 11 novembre 1967, la loi du 30 juin 1975 et l'arrêté royal n° 3 du 24 décembre 1980;

Vu l'arrêté royal n° 38 du 27 juillet 1967 organisant le statut social des travailleurs indépendants, notamment l'article 21, modifié par l'arrêté royal n° 74 du 10 novembre 1967, par la loi du 27 décembre 1970 et par la loi du 13 juin 1985;

**Art. 13.** In artikel 47, c), van hetzelfde koninklijk besluit wordt « 5 kg/cm<sup>2</sup> » vervangen door « 4,9 bar ».

**Art. 14.** In het derde lid van artikel 47 bis van hetzelfde koninklijk besluit wordt « 15 kg/cm<sup>2</sup> » vervangen door « 14,7 bar ».

**Art. 15.** De bepalingen van artikel 49 van hetzelfde koninklijk besluit worden vervangen door de volgende bepalingen : « Voor minimale genormaliseerde elasticiteitsgrenzen van 240 N/mm<sup>2</sup> en hoger mag het vervangen van de mechanische weerstandsproef met water door een proef met lucht of met een inert gas op 1,1 maal de hoogste bedrijfsdruk, alleen na machtiging door de Minister gebeuren ».

**Art. 16.** In het eerste lid van artikel 60 van hetzelfde koninklijk besluit worden de woorden « met de klasse van liggingsgebieden » weggelaten.

**Art. 17.** Overgangsbepaling.

De gasvervoerinstallaties aangelegd in uitvoering van gasvervoervergunningen of gasvervoertoelatingen, ongeacht of hun duur al dan niet reeds verlengd werd, die voor de betreffende gasvervoertoeleding voor de eerste maal verleend werden vóór de inwerkingtreding van huidig koninklijk besluit, blijven onderworpen aan de bepalingen van de wet van 12 april 1965 en zijn uitvoeringsbesluiten zoals zij van kracht en toepasselijk waren bij de voornoemde toekenning van de betreffende gasvervoervergunning of gasvervoertoeleding, tenzij wat de artikels 24 en 66 van het koninklijk besluit van 11 maart 1966 zoals gewijzigd door huidig koninklijk besluit betreft die vanaf de inwerkingtreding van huidig koninklijk besluit op de voormelde gasvervoerinstallaties toepasselijk zijn.

Indien echter de wanddikte van de betreffende gasvervoerleiding kleiner is dan deze bepaald in artikel 27 van het koninklijk besluit van 11 maart 1966 betreffende de te nemen veiligheidsmaatregelen bij de oprichting en bij de exploitatie van installaties voor gasvervoer door middel van leidingen, zoals gewijzigd door huidig koninklijk besluit, dient de houder van de gasvervoervergunning of gasvervoertoeleding een versterkt toezicht uit te oefenen, overeenkomstig artikel 66, 3e lid, van het koninklijk besluit van 11 maart 1966 voornoemd, zoals gewijzigd door huidig koninklijk besluit.

**Art. 18.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt.

**Art. 19.** Onze Minister van Economische Zaken en het Plan en Onze Staatssecretaris voor Energie zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van onderhavig besluit.

Gegeven te Brussel, 24 januari 1991.

**BOUDEWIJN**

Van Koningswege :

De Minister van Economische Zaken en het Plan,  
W. CLAES

De Staatssecretaris voor Energie,  
E. DEWORME

**MINISTERIE VAN MIDDENSTAND**

N. 91 — 379

**13 DECEMBER 1990.** — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 17 maart 1982 tot vaststelling van de organieke personeelsformatie van het Rijksinstituut voor de sociale verzekeringen der zelfstandigen

**BOUDEWIJN, Koning der Belgen,**

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut, inzonderheid op artikel 11, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 18 december 1957, het koninklijk besluit nr. 4 van 18 april 1967, het koninklijk besluit nr. 88 van 11 november 1967, de wet van 30 juni 1975 en het koninklijk besluit nr. 3 van 24 december 1980;

Gelet op het koninklijk besluit nr. 38 van 27 juli 1967 houdende inrichting van het sociaal statuut der zelfstandigen, inzonderheid op artikel 21, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 74 van 10 november 1967, bij de wet van 21 december 1970 en bij de wet van 13 juni 1985;